

des problèmes véritables et authentiques de notre population. Il y a tant de cas où des besoins doivent être satisfaits. Nous devons adapter d'une façon plus réaliste, entre autres pensions, celle des personnes âgées, à l'augmentation du coût de la vie. C'est une haute priorité et nous ne pouvons l'écarter. Fixer à 2 p. 100 le plafond de l'ajustement au coût de la vie est absurde, car l'inflation a été de plus de 4 p. 100 depuis quelques années. Nous parlons ici de gens qui ne peuvent eux-mêmes se venir en aide. Nous n'avons sûrement pas le droit de les laisser porter le fardeau de l'inflation ou des mesures anti-inflationnistes de l'État.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Bien entendu, des mesures devraient être prises au sujet de la grave situation des pensionnés de la fonction publique; le gouvernement semble laisser croupir ce dossier au fond d'un tiroir sans l'en sortir jamais. J'avais cru comprendre que des mesures seraient prises au sujet du salaire minimum fédéral. Il n'en est pas question dans le discours du Trône. J'espère que le premier ministre sera disposé à remédier à cette situation. Le gouvernement devrait tenir compte de l'urbanisme au Canada. Il faut s'entendre avec les provinces, afin que les villes puissent participer aux discussions, car il est évident que leurs responsabilités augmentent chaque année et qu'elles deviennent responsables du milieu où vivent un nombre croissant de Canadiens. Nous avons proposé une douzaine de recommandations précises au sujet du logement, mais le gouvernement préfère, semble-t-il, l'immobilisme. Le réaménagement urbain, important pour la rénovation et l'environnement de nos villes, a été en grande partie négligé, mais en dépit de cela le discours du trône semble envisager la chose avec une confiance marquée.

Le gouvernement du Canada peut certainement donner l'exemple au Conseil canadien des ministres des ressources en établissant une stratégie à l'égard de chaque aspect de nos ressources renouvelables ou non renouvelables et en élaborant des projets de mise en valeur pour les diverses régions du pays, ou du moins étudier des projets que les provinces et les municipalités pourraient mettre en œuvre. Les membres de mon parti ont proposé quelque chose de semblable à la réunion du Conseil des ministres des ressources, une conférence sur les ressources humaines.

Le discours du trône semble exprimer une grande satisfaction à l'égard des possibilités en matière d'éducation et des moyens financiers dont disposent les autorités compétentes pour offrir aux jeunes Canadiens d'aujourd-

hui toutes les chances de s'instruire. Qu'est-il advenu de l'excellent principe de base du ministère de la Main-d'œuvre qui semble dépérir faute d'attention et d'intérêt de la part de l'ensemble du cabinet? Que contient le discours du trône qui reconnaisse l'importance d'établir des priorités au pays?

La nécessité rend urgente la création d'un organisme central pour diriger la lutte contre toutes les formes de pollution et pour coordonner tous les efforts déployés à cette fin. La loi sur les eaux en elle-même est bien insuffisante. On devrait s'attaquer réellement aux problèmes des diverses industries au lieu de s'en tenir à l'énoncé relatif à l'agriculture que renferme le discours du trône. Ce n'est pas le genre de choses auxquelles s'attendent les gens engagés dans ces industries. Par exemple, il semble qu'on accepte de plus en plus le fait qu'un jeune homme doit obligatoirement hériter d'une ferme pour gagner sa vie dans le domaine de l'agriculture sans trop de difficultés. Le gouvernement actuel accepte-t-il une telle situation? Ce n'est certes pas au-dessus des moyens du gouvernement de proposer, avec la collaboration des provinces, des mesures qui permettraient à ceux qui s'intéressent à l'agriculture et à ceux qui sont qualifiés pour la pratiquer, de gagner leur vie dans ce domaine au lieu d'avoir à envisager la situation actuelle dans laquelle il semble impossible pour eux de le faire à moins d'hériter d'une exploitation agricole viable.

Il y a une foule de domaines où le gouvernement devrait intervenir et agir et où des mesures s'imposent. J'espère que le premier ministre saisira l'occasion cet après-midi de combler certaines graves lacunes que présente le discours du trône, car on y décèle tant d'indifférence que tous les membres de la Chambre ne pourront qu'en être profondément déçus.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: En somme, on nous dit que nous sommes convoqués ici pour étudier une foule de mesures législatives mais qu'on ne nous demandera pas à cette session-ci de nous attaquer aux problèmes les plus pressants qui assaillent les Canadiens. Mais si le discours du trône déçoit tous les députés, il déçoit encore davantage les Canadiens qui ont voté pour le gouvernement en croyant que celui-ci s'était engagé à instaurer la justice sociale et qu'il voulait changer les conditions de vie aussi bien que les lois.